

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Questions d'actualité - 13 septembre – fiscalité

⇒ La pédagogie reste à poursuivre : les annonces ont été largement entendues, mais les précisions apportées cette semaine n'ont pas encore attaqué le fort scepticisme des français : 77% des Français ont entendu parler des baisses d'impôts, mais seulement 29% savent précisément de quoi il s'agit et seuls **32% jugent les nouvelles baisses annoncées « crédibles », dix points de moins qu'il y a trois semaines**. Même à gauche, une minorité (44%) jugent ces annonces crédibles.

⇒ Les trois premières causes de ce scepticisme sont :

- **la conviction que ces baisses d'impôts seront compensées par d'autres hausses** (augmentations d'autres taxes, ou croyance que ceux qui restent vont payer plus). Cet argument est en tête chez les sympathisants de gauche (63%) comme ceux de droite (60%).
- **le sentiment que « le gouvernement a fait trop de promesses à ce sujet »** (pour ceux qui n'ont pas été concernés par les baisses antérieures, elles sont de fait majoritairement considérées comme des promesses non tenues). Avec, là encore, peu de différences gauche/droite (47/52).
- **La croyance que la situation actuelle de la France ne permet pas ces baisses** (et derrière, la peur du surendettement qui conduirait à des hausses d'impôt pour tous). Les électeurs de gauche y sont même plus sensibles que ceux de droite (39/28).

➤ **Le scepticisme reste de mise**, avec des arguments qui à ce stade ne bougent guère. Il nous faudra, dans les semaines qui viennent, **marteler fortement et continument les arguments déployés ces derniers jours** pour répondre point par point aux craintes des Français et ne pas se laisser distancer par des représentations biaisées.

⇒ A titre accessoire il est intéressant de noter, même si ces raisons arrivent en queue de liste, que l'argument « *tous les gouvernements de gauche comme de droite augmentent toujours les impôts* » suscite une adhésion deux fois plus forte que l'argument « *la gauche au pouvoir augmente toujours les impôts* ». L'idée de cette responsabilité partagée est un capital à entretenir pour la suite...